



Conseil économique et social

Distr. générale
14 janvier 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Ordre du jour provisoire annoté et projet d'organisation des travaux*

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » :
 - a) Réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et autres mesures et initiatives :
 - i) Thème prioritaire : autonomisation des femmes et lien avec le développement durable;
 - ii) Thème de l'évaluation : élimination et prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles;
 - b) Questions nouvelles, tendances et approches novatrices des problèmes ayant des répercussions négatives sur la situation des femmes ou sur l'égalité entre les sexes;
 - c) Transversalisation de la problématique hommes-femmes, situations et questions de programme.
4. Communications relatives à la condition de la femme.
5. Suite donnée aux résolutions et décisions du Conseil économique et social.
6. Ordre du jour provisoire de la soixante et unième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa soixantième session.

* Le projet d'organisation des travaux sera publié sous la cote E/CN.6/2016/1/Add.1.



Annotations

1. Élection du Bureau

En application de l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social et conformément à la résolution 1987/21 et à la décision 2002/234 du Conseil, la Commission de la condition de la femme élit les membres de son bureau pour un mandat de deux ans. À la 1^{re} séance de sa soixantième session, le 20 mars 2015, elle a élu Antonio de Aguiar Patriota (Brésil) Président pour la soixantième session, Fatmaalzahraa Hassan Abdelaziz Abdelkawy (Égypte) Vice-Présidente pour les soixantième et soixante et unième sessions et Sejla Durbuzović (Bosnie-Herzégovine) Vice-Présidente pour la soixantième session.

À sa 2^e séance, le 14 mars 2016, la Commission devra élire, pour ses soixantième et soixante et unième sessions, deux vice-présidents qui représenteront respectivement les États d'Asie et du Pacifique et les États d'Europe occidentale et autres États et, elle devra nommer l'un des vice-présidents comme vice-président et Rapporteur pour ses soixantième et soixante et unième sessions.

Conformément à la résolution 2009/16 du Conseil économique et social, la Commission nomme cinq de ses membres pour siéger pour un mandat de deux ans au Groupe de travail chargé des communications relatives à la condition de la femme, établi en application de la résolution 1983/27 du Conseil. À la 19^e séance de sa cinquante-neuvième session, le 20 mars 2015, la Commission a nommé la Chine membre du Groupe de travail pour ses soixantième et soixante et unième sessions (2016 et 2017). À sa 2^e séance, le 14 mars 2016, la Commission devra nommer les quatre autres membres du Groupe de travail représentant leurs groupes régionaux respectifs.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

L'article 7 du Règlement intérieur dispose qu'au début de chaque session, la Commission arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire.

Le Conseil économique et social a approuvé l'ordre du jour provisoire de la soixantième session de la Commission dans sa décision 2015/218.

Les préparatifs de la soixantième session de la Commission ont été menés conformément à la résolution 2015/6 du Conseil économique et social sur l'organisation future des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme. Le Bureau de la Commission a tenu plusieurs réunions, séances d'information et consultations avec les délégations pour réfléchir à l'organisation et aux méthodes de travail de la session.

Conformément à la pratique établie, les déclarations faites par les représentants des délégations des membres et observateurs pendant le débat général seront limitées à cinq minutes, et les déclarations faites au nom de groupes de délégations à 10 minutes. Il est par ailleurs recommandé que des organisations non gouvernementales dont les activités portent sur des thèmes en rapport avec la session participent au débat général et aux débats d'experts, en tenant compte de la nécessité de respecter l'équilibre géographique.

3. **Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »**
 - a) **Réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et autres mesures et initiatives**
 - i) **Thème prioritaire : autonomisation des femmes et lien avec le développement durable**
 - ii) **Thème de l'évaluation : élimination et prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles**

Dans sa résolution 2013/18, le Conseil économique et social a décidé que le thème de prioritaire de la soixantième session de la Commission, qui se tiendrait en 2016, serait « L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable » et que celui de l'évaluation serait « L'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles » afin de donner suite aux conclusions concertées que la Commission a adoptées à sa cinquante-septième session (voir E/2013/27-E/CN.6/2013/11).

Dans sa résolution 2015/6, le conseil a décidé que la session de la Commission comporterait un débat ministériel visant à réaffirmer et à renforcer l'engagement politique en faveur de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que de leurs droits fondamentaux, à assurer une mobilisation de haut niveau et à donner un plus grand retentissement aux délibérations de la Commission, et que ce débat s'articulerait autour de tables rondes ministérielles ou d'autres dialogues interactifs de haut niveau visant à échanger des données d'expérience, des enseignements et des bonnes pratiques, ainsi que d'un débat général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Également dans sa résolution 2015/6, le Conseil a décidé que la Commission évaluerait les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conclusions concertées sur le thème prioritaire d'une session précédente, en tant que thème de l'évaluation, dans le cadre d'un dialogue interactif au cours duquel :

- a) Les États Membres des différentes régions présenteront, à titre volontaire, les enseignements tirés, les difficultés rencontrées et les meilleures pratiques qui permettent de déterminer les moyens nécessaires pour accélérer la mise en œuvre grâce aux données d'expérience nationales et régionales;
- b) Seront exposés les moyens d'appuyer et de réaliser la mise en œuvre accélérée, notamment en remédiant aux lacunes observées dans les données et aux difficultés rencontrées dans l'amélioration de la collecte, la communication, l'utilisation et l'analyse des données eu égard au thème, aux niveaux national, régional et mondial.

Débat ministériel

À l'issue de consultations du président, il a été décidé que plusieurs tables rondes ministérielles ou dialogues interactifs de haut niveau seraient organisés au cours de la soixantième session de la Commission, en plus du débat général.

Débats d'experts portant sur le thème prioritaire

La Commission organisera deux tables rondes interactives avec des experts des gouvernements, du système des Nations Unies, de la société civile et d'autres groupes de parties prenantes qui travaillent sur le thème prioritaire.

Dialogue interactif portant sur le thème de l'évaluation

La Commission organisera deux dialogues participatifs, au cours desquels les États Membres des différentes régions présenteront des exposés facultatifs, et un dialogue d'experts participatif sur le thème de l'évaluation.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable (E/CN.6/2016/3)

Guide de discussion pour le débat ministériel : note du Secrétariat (E/CN.6/2016/5)

Rapport du Secrétaire général sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles (E/CN.6/2016/4)

b) Questions nouvelles, tendances et approches novatrices des problèmes ayant des incidences négatives sur la situation des femmes ou sur l'égalité entre les sexes

Dans sa résolution 2015/6, le Conseil économique et social a décidé que la Commission continuerait, selon que de besoin, d'examiner les questions nouvelles, les tendances, les domaines d'intervention et les approches novatrices en vue d'aborder les problèmes ayant une incidence sur la situation de la femme, notamment sur l'égalité des hommes et des femmes, qui doivent être examinés en temps voulu, en tenant compte de l'évolution de la situation aux niveaux mondial et régional ainsi que des activités prévues au sein de l'Organisation des Nations Unies, pour lesquelles il convient d'accorder une attention accrue à la problématique hommes-femmes, et en prêtant une attention particulière aux questions pertinentes inscrites à l'ordre du jour du Conseil, en particulier au thème principal annuel, s'il y a lieu.

Dans la même résolution, le Conseil a prié le Bureau de la Commission, avant la session, de déterminer la nouvelle question ou tendance, le nouveau domaine d'intervention ou la nouvelle approche, en consultation avec les États Membres, par l'intermédiaire de leurs groupes régionaux, et en tenant compte des contributions d'autres parties prenantes concernées, pour examen par la Commission dans le cadre d'un dialogue interactif.

À l'issue de consultations, il a été convenu qu'aucune question nouvelle ne serait retenue pour la soixantième session.

c) Transversalisation de la problématique hommes-femmes, situations et questions de programme

Aspects normatifs de l'activité de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 67 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, la Commission sera saisie du rapport annuel de la Secrétaire

générale adjointe et Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur les aspects normatifs de l'activité de l'Entité et sur la suite donnée aux orientations générales arrêtées par la Commission.

Situation des Palestiniennes et aide à leur apporter

Dans sa résolution 2015/13 relative à la situation des Palestiniennes et à l'aide à leur apporter, le Conseil économique et social a prié la Commission de continuer à s'assurer de la mise en œuvre des Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme, notamment le paragraphe 260 concernant les femmes et les enfants palestiniens, du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il a également prié le Secrétaire général de garder la question à l'étude, d'aider les Palestiniennes par tous les moyens possibles et de présenter à la Commission, à sa soixantième session, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution, qui rende compte des informations communiquées par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

Libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement

Dans sa résolution 58/1, la Commission de la condition de la femme a prié le Secrétaire général de lui soumettre, à sa soixantième session, un rapport sur la mise en œuvre de la résolution comprenant des recommandations concrètes et tenant compte des éléments d'information fournis par les États et les organisations internationales compétentes.

Les femmes et les filles face au VIH et au sida

Dans sa résolution 58/3, la Commission de la condition de la femme a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixantième session, un rapport sur l'application de la résolution, mettant l'accent sur l'intensification des mesures en faveur des femmes et des filles face au VIH/sida, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing, au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et aux Déclarations politiques sur le VIH et le sida, en s'appuyant sur les informations communiquées par les États Membres, les organismes et organes du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, en vue d'évaluer les effets de la résolution sur le bien-être des femmes et des filles.

Violence à l'égard des femmes

Dans sa résolution 50/166 sur le rôle du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (devenu ONU-Femmes) dans l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'Assemblée générale a prié le Fonds de présenter dans ses rapports périodiques des informations sur la constitution d'un fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les mesures nationales, régionales et internationales visant à faire disparaître la violence à l'égard des femmes, et de communiquer ces informations à la Commission.

Futur programme de travail pluriannuel de la Commission de la condition de la femme

Dans sa résolution 2013/18, le Conseil économique et social a demandé à la Commission de se prononcer, à sa soixantième session, sur son futur programme de travail pluriannuel et au Secrétaire général de présenter à la Commission, à sa soixantième session, un rapport contenant des propositions sur les thèmes prioritaires de ses futures sessions.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Conformément au paragraphe 2 de l'article 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sont transmis à la Commission de la condition de la femme pour information.

Documentation

Rapport de la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les aspects normatifs de l'activité de cette entité (E/CN.6/2016/2)

Rapport du Secrétaire général sur la situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter (E/CN.6/2016/6)

Rapport du Secrétaire général sur la libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement (E/CN.6/2016/7)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes (A/HRC/32/3-E/CN.6/2016/8)

Rapport du Secrétaire général sur les femmes et les filles face au VIH et au sida (E/CN.6/2016/9)

Rapport du Secrétaire général sur les propositions de thèmes prioritaires pour les prochaines sessions de la Commission de la condition de la femme (E/CN.6/2016/10)

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de ses cinquante-huitième, cinquante-neuvième et soixantième sessions (A/70/38)

Note du Secrétariat transmettant les résultats des soixante et unième et soixante-deuxième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (E/CN.6/2016/13)

4. Communications relatives à la condition de la femme

Par sa résolution 76 (V), le Conseil économique et social a établi une procédure permettant à la Commission de recevoir et d'examiner des communications concernant la condition de la femme. Par sa résolution 304 I (XI), il a modifié le texte de la résolution 76 (V) et prié le Secrétaire général de dresser

avant chaque session de la Commission la liste des communications confidentielles et non confidentielles et de donner un bref aperçu de la teneur de chacune.

Dans sa résolution 1983/27, le Conseil a réaffirmé que la Commission était habilitée à examiner les communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme et l'a autorisée à désigner un groupe de travail chargé d'examiner les communications et d'établir un rapport à son intention.

Dans sa résolution 1993/11, le Conseil a réaffirmé que la Commission était habilitée à lui présenter des recommandations sur les mesures à prendre au sujet des tendances et des formes de discrimination à l'égard des femmes qui se dessinaient et que révélaient les communications relatives à la condition de la femme.

Dans sa décision 2002/235, afin d'accroître l'efficacité de la procédure concernant les communications de la Commission, le Conseil a décidé :

a) Qu'à compter de sa quarante-septième session, la Commission nommerait à chacune de ses sessions les membres du Groupe de travail chargé des communications relatives à la condition de la femme pour la session suivante, afin qu'ils puissent se réunir pour permettre au Secrétariat de publier leur rapport trois jours avant l'adoption de l'ordre du jour par la Commission;

b) De prier le Secrétaire général :

i) D'informer les gouvernements de chaque communication les concernant qui serait examinée par la Commission et ce au moins 12 semaines avant son examen par le Groupe de travail;

ii) De veiller à ce que les membres du Groupe de travail reçoivent à l'avance les listes des communications, y compris les réponses des gouvernements, le cas échéant, dont ils devraient tenir compte lors de l'établissement du rapport qu'ils soumettraient à la Commission pour examen.

Dans sa résolution 2009/16, le Conseil économique et social a décidé qu'à compter de sa cinquante-quatrième session, la Commission nommerait pour une période de deux ans les membres du Groupe de travail chargé des communications relatives à la condition de la femme.

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant la liste de communications confidentielles relatives à la condition de la femme (E/CN.6/2016/R.1 et Add.1)

5. Suite donnée aux résolutions et aux décisions du Conseil économique et social

La Commission sera saisie d'une lettre du Président du Conseil économique et social sur les résolutions et décisions adoptées par le Conseil pour examen et suite à donner, selon qu'il conviendra.

Conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social invitera ses organes subsidiaires et les organes directeurs des fonds, programmes et institutions spécialisées à contribuer, selon qu'il conviendra, à ses travaux compte tenu du thème retenu.

Le thème retenu pour la session de 2016 s'intitule « Mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 : concrétiser les engagements ».

Documentation

Lettre datée du 8 décembre, adressée au Président de la Commission de la condition de la femme par le Président du Conseil économique et social (E/CN.6/2016/11)

Note du Secrétariat sur la contribution de la Commission de la condition de la femme aux travaux du Conseil économique et social (E/CN.6/2016/12)

6. Ordre du jour provisoire de la soixante et unième session de la Commission

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission sera saisie du projet d'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session, y compris la liste des documents qui lui seront présentés pour examen.

7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa soixantième session

Conformément à l'article 37 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission présentera au Conseil un rapport sur les travaux de sa soixantième session.

Annexe

Membres de la Commission de la condition de la femme à sa soixantième session (2016)

(45 membres; mandat de quatre ans)

<i>Membres</i>	<i>Mandat expirant à la clôture de la session en</i>
Albanie	2019
Allemagne	2017
Bangladesh	2018
Bélarus	2017
Belgique	2019
Bosnie-Herzégovine	2019
Brésil	2020
Burkina Faso	2017
Chine	2016
Colombie	2019
Congo	2018
Cuba	2016
Égypte	2018
El Salvador	2018
Équateur	2017
Espagne	2019
États-Unis d'Amérique	2016
Fédération de Russie	2020
Finlande	2016
Ghana	2018
Guinée équatoriale	2019
Guyana	2018
Inde	2018
Indonésie	2016
Iran (République islamique d')	2019
Israël	2017
Japon	2017

<i>Membres</i>	<i>Mandat expirant à la clôture de la session en</i>
Kazakhstan	2018
Kenya	2018
Lesotho	2017
Libéria	2019
Liechtenstein	2019
Malawi	2019
Mongolie	2019
Niger	2016
Ouganda	2017
Pakistan	2017
Paraguay	2017
République de Corée	2018
République dominicaine	2016
République-Unie de Tanzanie	2018
Soudan	2016
Suisse	2017
Tadjikistan	2018
Uruguay	2018
